

Le Conseil de sécurité de l'Onu exige que l'Erythrée renonce à sa décision

NEW YORK (Nations unies) - Le Conseil de sécurité de l'Onu a exigé mercredi que l'Erythrée retire immédiatement sa décision "inacceptable" d'expulser, dans les dix jours, les membres américains, canadiens, européens et russes d'une mission de l'Onu chargée de surveiller la frontière entre l'Ethiopie et l'Erythrée.

Le secrétaire général de l'Onu Kofi Annan a condamné mercredi cette décision de l'Erythrée.

"Le Conseil de sécurité exige sans équivoque que l'Erythrée revienne immédiatement sur sa décision sans conditions", selon un communiqué lu par l'envoyé britannique à l'Onu Emyr Jones Parry, président du conseil pour décembre.

"Le Conseil de sécurité se réunira pour décider comment répondre à cet acte complètement inacceptable de l'Erythrée", a-t-il ajouté.

Dans un communiqué distinct, "le Secrétaire général condamne la décision prise hier (mardi) par le gouvernement de l'Erythrée réclamant que des membres de la mission de l'Onu en Ethiopie et Erythrée (Minuee), citoyens de certains pays membres quittent le pays dans les dix jours suivant l'ordre".

L'Erythrée accuse les Nations unies d'être trop favorables à l'Ethiopie. Le 23 novembre, le Conseil de sécurité avait adopté une résolution enjoignant l'Ethiopie et l'Erythrée, sous peine de sanctions, de faire preuve de retenue et exigeant de l'Erythrée qu'elle cesse d'entraver le travail de la Minuee.

L'ultimatum de l'Erythrée concerne environ 160 personnes, selon une source diplomatique à Asmara, alors que la Minuee compte quelque 3.794 membres (militaires et civils), surtout originaires d'Inde, de Jordanie et du Kenya.

Le patron des opérations de paix de l'Onu, Jean-Marie Guehenno, a déclaré à la presse que la Minuee ne se plierait pas à l'ordre lancé par l'Erythrée.

"Nous ne prévoyons pas de retirer les gens qui ont été mentionnés" a-t-il dit ajoutant: "Nous n'avons aucune intention de remettre en cause le principe fondamental de l'universalité des opérations de paix représentant l'ensemble de la communauté internationale".

Interrogé sur les raisons de la décision de l'Erythrée il a déclaré que "la frustration" de ce pays devant l'absence de progrès dans la solution du conflit frontalier avec l'Ethiopie était connue.

La décision du gouvernement d'Asmara a été également dénoncée par l'Ethiopie qui l'a qualifiée de contreproductive pour réduire les craintes à la frontière.

L'Unmee compte 3.794 hommes déployés de part et d'autre sur un millier de km de frontière érythro-ethiopienne.

Selon des diplomates de l'Onu la décision d'Asmara semble être une réponse à des menaces de sanctions lancées le mois dernier contre l'Erythrée par le Conseil de sécurité.

L'Erythrée et l'Ethiopie s'étaient livrés la guerre de 1998 à 2000 à la suite d'un différend frontalier. Ce conflit a fait 80.000 morts. Il y a quelques mois Asmara a menacé de reprendre les hostilités en raison du refus du gouvernement éthiopien d'accepter les nouvelles démarcations frontalières, fixée par une commission indépendante.